

complète et la ruine absolue des détaillants et des grossistes. Voilà, semble-t-il, les objectifs et c'est la politique que nous ont aussi annoncée les régisseurs, les sous-régisseurs, les rêveurs, gens qui dépensent tant qu'ils le veulent et imposent au Gouvernement sans nous consulter pendant que le Parlement siège des projets sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

Qui paie cet impôt sur le revenu? Surtout les travailleurs industriels des deux provinces centrales. Ce sont eux qui écoperont encore, comme ils ont écopé depuis le début des hostilités. Tout d'abord, on parle de méthodes budgétaires orthodoxes, mais voyons donc comment le Gouvernement a volé les municipalités et les provinces de leurs revenus en s'emparant de force, pour leur en remettre une partie, de l'impôt sur le revenu, impôt qui jusqu'à 1917 était exclusivement du domaine des municipalités. Le Gouvernement sape la base même de la Confédération. Les provinces s'étant fait enlever leurs revenus, autant vaudrait abolir la base même de la Confédération et abolir aussi les institutions municipales et provinciales. On ne saurait parler aujourd'hui de méthodes orthodoxes, cela n'existe pas. On a beaucoup parlé, hier et aujourd'hui, de la question monétaire. On dirait que la guerre contre Hitler va être gagnée en cette Chambre par une discussion académique—car ce n'est rien de plus—sur la fonction de la monnaie et la base du crédit. Une telle discussion est regrettable, car je ne crois pas que des changements économiques radicaux puissent être effectués tant que la guerre durera. Je ne suis pas de ceux qui croient en une nouvelle Utopie pour l'après-guerre, mais j'affirme que le régime bancaire et économique actuel de notre pays n'a pas fonctionné comme il aurait dû le faire durant la guerre, et c'est l'une des raisons pour lesquelles on le critique si durement aujourd'hui.

Je n'ai aucun grief contre le ministre des Finances. Il s'impose un travail dur et consciencieux. J'ai même beaucoup de considération et de respect pour lui, bien que je ne le connaisse que pour le voir de l'autre côté de la Chambre. D'après ce que j'en connais, je crois que ce ministre est un grand travailleur, bien que je ne partage pas toujours ses idées. Il me semble toutefois qu'il ne sied pas à un avocat d'être ministre des Finances. Je ne le dénigre pas en disant cela, car j'ai déjà fait la même remarque il y a dix ans. L'expérience professionnelle d'un avocat lui est funeste quand il devient ministre des Finances, car il passe son temps à étudier des mémoires et il lui faut s'en remettre presque toujours à ses aides et à ses conseillers. Un avocat n'a pas la préparation voulue pour la solution des problèmes compliqués que suscitent la monnaie

et le crédit. Il y a déjà eu un grand ministre des Finances, M. Robb, qui appartenait à la classe ouvrière. Il a dit un jour, en prononçant un exposé budgétaire, qu'il avait commencé à travailler à l'âge de huit ans dans un moulin. Ce fut un ministre des Finances fort compétent et laborieux; sympathique aux gens qui paient des impôts, aux ouvriers, aux agriculteurs et aux industriels, il fit toujours son possible pour améliorer les relations entre le capital et le travail dans notre pays. Dans leur propre sphère, les avocats jouent un rôle utile, mais j'estime qu'ils s'écartent de leurs attributions quand ils abordent le domaine de la finance. Les théories énoncées par certains honorables membres de cette Chambre qui exercent cette profession nous le démontrent bien. Considérons le cas de l'Angleterre. Les deux Pitts, qui jouèrent un rôle important dans la guerre de Sept ans, et dans les grandes guerres de l'ère napoléonienne n'étaient pas avocats, non plus que les principaux personnages de la guerre de Cent ans. Burke et Fox n'étaient pas avocats et ils s'occupèrent de questions financières. George Canning, un des plus grands chanceliers de l'Echiquier et Palmerston grâce à qui la Grande-Bretagne fut cinquante ans sans participer aux guerres européennes, n'étaient pas avocats. Ni John Bright, ni Disraeli ni Gladstone, un autre chancelier, n'étaient avocats. M. Neville Chamberlain était non pas avocat, mais simple homme d'affaires. Messieurs Churchill, Baldwin et Bonar Law non plus et tous ont été chanceliers de l'Echiquier. J'affirme que notre pays ne saurait supporter bien longtemps un aussi lourd fardeau de taxes. Songeons au relèvement de l'impôt sur le revenu. Apparemment, le Gouvernement n'a cure de ceux qui sont à la charge d'autres personnes, des infirmes, des aveugles, des invalides, des vieillards et des personnes à la charge des soldats, qui ne peuvent recourir à l'assistance publique. Les municipalités tout comme les provinces, refusent de leur venir en aide; c'est là depuis toujours, une obligation qui incombe au gouvernement fédéral. Il devrait en temps de guerre solder tous les frais occasionnés par ces gens sans ressources. Il devrait se charger du soin des malades et des infirmes, au lieu de laisser cette obligation aux parents de ces gens, qui ont tout juste de quoi payer leurs taxes et qui doivent travailler péniblement toute leur vie.

Je trouve étonnant que le ministre actuel du Revenu national (M. Gibson), qui représente une circonscription ontarienne, dans le district de Toronto, ne soit pas au courant de ces choses et qu'il ne protège pas les ouvriers des villes industrielles comme Toronto, Hamilton, London et Windsor contre ce budget de confiscation. Ses prédécesseurs affirmaient leurs droits; ils ne se laissaient pas guider par des gens du ministère des Finances qui